

Le dossier est enfin pris en charge

Le passage des grades du médecin généraliste réglé

Page 4



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3423 - Ven. 28 - Sam. 29 novembre 2014 - Prix : 10 DA

La ministre de la Solidarité au Forum de la jeunesse 2014

Présence symbolique ou message d'assistanat ?

Page 4



Fin du quatrième round du dialogue

La solution au conflit malien n'est pas pour demain

Lire page 3

Quand l'économie et le politique s'entremêlent

Par Mohamed Habili

Au strict plan économique, il existe au moins deux bonnes raisons pour que le prix du baril continue d'aller à la baisse, et à un rythme qui pourrait bien aller désormais s'accéléralant, sachant qu'une tendance quelle qu'elle soit se montre hésitante dans un premier temps, comme si elle était réversible, ou qu'elle butait sur des obstacles dont l'un ou l'autre pourrait s'avérer infranchissable, avant de s'affirmer, et enfin de s'enhardir. Ces deux facteurs à la baisse sont d'une part, la réduction de l'activité économique internationale consécutive à la crise économique, et de l'autre, l'entrée sur le marché des hydrocarbures non conventionnels américains, qui a eu pour premier effet d'amputer la demande globale de celle du pays qui se trouve être le plus grand consommateur d'énergie, avec bien sûr l'autre mastodonte, la Chine. Il aurait pu se faire toutefois que ces deux tendances soient contrecarrées dans une bonne mesure, sinon entièrement, par une baisse adéquate de l'offre, ainsi que le proposait vainement la Russie à l'Opep. Au sein de cette dernière, bien entendu tout le monde n'était pas sur la même ligne, il s'en faut.

Suite en page 3

Ph > D. R.

Forum des chefs d'entreprise

Ali Haddad élu président du FCE



Candidat à la présidence du FCE, Ali Haddad, patron de l'ETRH, a été plébiscité jeudi dernier, et élu à l'unanimité à la tête du Forum des chefs d'entreprise, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger, pour un mandat de quatre ans au lieu de deux ans. Il s'engage à préserver et à promouvoir le secteur privé tout en renforçant la contribution de ce secteur dans l'économie nationale.

Lire page 2

En attente du forum de partenariat économique...

Le ministre britannique chargé de l'Afrique du Nord à Alger

Page 3



Nouvelle star de la chanson kabyle moderne

Ali Amrane fait un tabac

Page 13

Forum des chefs d'entreprise

Ali Haddad élu président du FCE

■ Candidat à la présidence du FCE, Ali Haddad, patron de l'ETRH, a été plébiscité jeudi dernier, et élu à l'unanimité à la tête du Forum des chefs d'entreprise, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger, pour un mandat de quatre ans au lieu de deux ans. Il s'engage à préserver et à promouvoir le secteur privé tout en renforçant la contribution de ce secteur dans l'économie nationale.



Par Lynda Naili Bourebrab

Après une forte campagne de candidature pour la présidence du Forum des chefs d'entreprise dans différentes régions du pays, l'unique candidat à la présidence de la principale organisation patronale du pays, Ali Haddad est désormais, du moins pour les quatre années à venir, le nouveau patron du FCE. A cette occasion, il a affirmé que son programme était axé sur la préservation des intérêts de l'entreprise tout en renforçant la contribution du secteur privé dans l'économie. A ce titre, il indiquera que parmi les objectifs prioritaires du FCE celui du développement de l'entreprise et notamment du secteur privé pourvoyeur d'emploi et de richesse pour arriver à une meilleure contribution dans le développement économique. Aussi, affirmant que son organisation continuerait à travailler étroitement avec les autorités publiques, et pour cause, «l'évolution du pays ne pourrait se faire qu'avec l'entreprise, alors soutenons-la», a-t-il dit, il s'engagera cependant à «dire toute la vérité et nous n'allons pas nous taire sur ce qui n'arrangerait pas l'entreprise». Et au nouveau patron des patrons de mettre en exergue le rôle du secteur privé dans le fonctionnement et le développement de l'économie nationale, rappelant ainsi les 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires réalisés rien

que par les entreprises affiliées à son organisation et qui emploient plus de 200 000 salariés. Par ailleurs, s'agissant des membres du FCE qui se sont retirés de l'Organisation suite à une phase de turbulences internes, à l'instar de Issad Rebrab, président du groupe Cevital et de Slim Othmani, patron de NCA Rouiba, M. Haddad a assuré que les portes de l'organisation étaient «ouvertes» pour ceux qui souhaiteraient revenir. «On les a tous rappelés durant notre campagne pour qu'ils reviennent», a-t-il dit soulignant que le nombre d'adhérents à l'organisation était passé de 240 avant sa candida-



Phis/DR

ture, il y a quelques semaines, à plus de 360 actuellement.

Abordant la question de la règle des 51/49 régissant les IDE (investissements étrangers directs) en Algérie, une règle pour laquelle le FCE a de tout temps appelé à la limiter uniquement pour les secteurs économiques stratégiques, le nouveau patron du FCE, a souligné qu'il continuerait à défendre cette position du Forum. Aussi, estimera-t-il que pour l'application de cette disposition, il faudra en effet, comme il est recommandé dans la cinquantaine de propositions formulées en 2012 par le FCE à l'adresse du Pacte écono-

mique et social, «afficher les branches ou filières considérées comme stratégiques où la partie algérienne est obligatoirement majoritaire, tels que: l'énergie, les hydrocarbures, les TIC, l'eau, les banques, les assurances et le transport». Toutefois, «il y a lieu de privilégier la négociation pour tout investissement où le partenariat avec l'étranger est souhaité», ajoute la même proposition du FCE.

A la tête du FCE à l'issue d'un vote à main levée lors d'une assemblée générale électorale, le patron de l'ETRH Haddad sera assisté par un conseil exécutif composé de 22 membres dont

six vice-présidents, deux trésoriers et treize assesseurs.

Pour rappel, depuis la démission «pour raison de santé» de Réda Hamiani, qui faut-il le souligner a dirigé le FCE de 2007 à 2014 en succession à Omar Ramdane premier président du FCE en 2001, l'intérim a été assurée depuis le 17 septembre dernier par Ahmed Tibaoui, vice-président de cette organisation. En effet, créé en 2001, le FCE revendique quelque 360 chefs d'entreprises, représentant près de 800 entreprises exerçant dans différents secteurs d'activités.

L. N.B.

Avec des indices économiques en «hausse» en octobre Les patrons affichent leur satisfaction

L'INDICE de confiance des chefs d'entreprises en Algérie a enregistré une nette progression au cours du mois d'octobre comparativement au mois précédent, a indiqué jeudi l'étude mensuelle du Forum des chefs d'entreprise (FCE).

L'indice de confiance calculé pour le mois d'octobre est remonté de 12 points quittant ainsi la zone négative pour atteindre la valeur charnière de «zéro», indique le document.

Cette valeur, qui était dans la zone négative depuis un plus d'un an, est calculée sur la base de trois critères portant sur les perspectives de production, le volume des commandes et le niveau des stocks, et résulte d'une comparaison avec ceux des princi-

paux partenaires de l'Algérie.

Une hausse, respectivement, de 16 points est observée pour le niveau des commandes et les perspectives de l'emploi, et de 11 points pour les stocks et les perspectives de production pour le prochain trimestre.

Ainsi, la conjugaison des trois facteurs que sont les perspectives de production, le volume des commandes et le niveau des stocks donne un indice de confiance des chefs d'entreprises, tous secteurs d'activités confondus, en progression de 12 points en octobre par rapport à septembre.

Cette valeur qui avait stagné à moins 18 en juin et juillet a progressé régulièrement pour atteindre en octobre la valeur «zéro», note le FCE. L'étude des indicateurs sectoriels fait

ressortir la poursuite de la reprise des activités de services avec un indice positif ces deux derniers mois, doit plus 10 en septembre et plus 7 en octobre.

L'indice des industries agroalimentaires (IAA) passe de moins 50 en septembre à zéro en octobre, alors que les industries manufacturières autres que les IAA et le BTPH persistent dans la morosité avec des indices toujours négatifs malgré une hausse respective de 10 et 6 points. Quant aux régions, elles affichent des indices de confiance positifs avec plus 1 pour la région Centre et plus 3 pour les régions Ouest et Est, et ce, pour tous les secteurs d'activités.

Lynda N.B.

Haddad, symbole d'une nouvelle race d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires

Avec l'élection de Ali Haddad à la tête du FC, sommes-nous en train d'assister à la émergence d'une nouvelle race d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires, capables de mener la relance et la croissance économique en Algérie ? Bonne ou mauvaise, appréciée ou pas cette élection permettra-t-elle à notre pays de disposer d'un patronat performant, dynamique mais surtout intègre et impliqué à part entière dans le processus de développement avec un objectif central, celui de pallier

les insuffisances du secteur public et constituer la solution intermédiaire à moyen terme pour faire face à la dépendance de notre pays au marché extérieur ? Les quinze mesures édictées par le nouveau président du FCE lors de son programme, si elles consacrent une part importante à la relance de l'emploi et de l'investissement, encore faudrait-il qu'elles soient réellement partagées par certains membres du FCE qui accourent aujourd'hui à sa porte alors qu'il était considéré par eux comme «une

coquille vide» et «un G 60» pour d'autres au service de leurs propres intérêts, sont à même d'y répondre. La mise en œuvre sur le terrain du programme de Ali Haddad, le repositionnement du patronat dans la sphère économique et politique et la volonté de l'Etat déjà affichée par son soutien et sa mise en confiance à l'égard du FCE sont autant d'indicateurs forts pour l'émergence d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs partenaires à part entière.

Magda Malek



Phis/DR

Fin du quatrième round du dialogue

La solution au conflit malien n'est pas pour demain

■ La 4^e phase du dialogue entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali s'est achevée jeudi à Alger en attendant d'autres rounds, car la solution au conflit malien n'est pas pour demain.



Ph/E. Soraya/J. A.

Par Nacera Chennafi

Après une semaine de discussions, les frères ennemis maliens ont achevé jeudi dernier à Alger le quatrième round de négociations. Cependant, tout reste au dialogue, puisque aucun accord final pour le conflit malien n'a été conclu.

Probablement, les parties maliennes vont de nouveau se voir à Alger pour continuer le processus de dialogue en vue d'une paix durable au Mali, sachant que l'Algérie continue ses efforts dans ce cadre, car la stabilité de ce pays voisin veut dire aussi la stabilité de toute la région en attendant de régler aussi la situation en Libye qui s'aggrave de jour en jour.

Toutefois, même s'il n'y a pas un accord final de la paix, on parle déjà d'une satisfaction par rapport au déroulement du processus de négociations.

Dans ce cadre, le ministre des Affaires étrangères,

Ramtane Lamamra a affirmé que ce 4^e round a été «extrêmement avantageux», du fait qu'il a permis d'«élargir le cercle d'entente» entre les parties maliennes concernant de nombreuses questions et de cerner «les divergences en quatre à cinq points».

Selon Lamamra, à travers ses contacts avec toutes les parties maliennes, le groupe de médiation que préside l'Algérie, a retenu «certaines voies pouvant nous conduire vers une plate-forme de médiation à même d'amener les parties à dépasser leurs différends et d'aboutir à des formules acceptables par tous». Il a précisé que ces voies sont de nature à «permettre au processus d'Alger d'aller vers la réalisation du traité de paix globale et définitive au Mali dans le cadre de la réconciliation nationale».

Enfin, il s'est dit convaincu que dans les prochaines semaines, les parties maliennes auront l'occasion d'étudier le document révisé présenté par le groupe de médiation à toutes les

parties et intitulé «projet de paix et de réconciliation au Mali».

Pour sa part, Ahmed Ould Sidi Mohamed, chef des Mouvements arabes de l'azawad, a affiché sa satisfaction au déroulement des discussions. Il a déclaré à l'issue d'une réunion avec le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra : «Nous sommes arrivés à un stade exceptionnel des pourparlers inter-maliens. Nous avons enfin entre nos mains un projet d'accord sur lequel la médiation nous a demandé de réfléchir et d'apporter, quand c'est nécessaire, des recommandations pour les amendements».

Il a indiqué que les éléments du projet d'accord «portent en eux l'objectif essentiel que nous visons tous : la paix, la sécurité et le développement», des questions que «nous considérons comme prioritaires».

Par ailleurs, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, s'est félicité jeudi à Alger à l'issue de la 4^e

phase du dialogue inter-malien des progrès enregistrés dans le processus de négociations sous la conduite de l'Algérie.

A l'issue d'une réunion avec l'équipe de médiation représentée par le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, le chef de la diplomatie malienne a réitéré sa «confiance» en l'Algérie. «Nous partons d'Alger très engagés dans ce processus et déterminés à œuvrer dans la mesure du possible en pleine coopération avec l'équipe de médiation, mais aussi à traduire dans les faits la détermination du gouvernement du Mali pour asseoir une paix durable», a-t-il affirmé.

Il est à rappeler que les deux parties avaient accepté en octobre dernier «comme une base solide» un document de négociations, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord de paix. «Une feuille de route» et «une déclaration de cessation des hostilités» avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

N. C.

En attente du forum de partenariat économique...

Le ministre britannique chargé de l'Afrique du Nord à Alger

Tobias Ellwood, ministre britannique chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en visite mercredi à Alger. Abordant les relations bilatérales, il a indiqué que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, «sera l'invité de la Grande-Bretagne et sera accompagné d'une forte délégation» dans la perspective de la tenue du forum algéro-britannique en décembre prochain. Il a ajouté qu'en plus du domaine de l'énergie et des hydrocarbures, d'autres secteurs d'investissement seront au menu de cette visite, citant notamment l'agriculture, l'éducation et la finance. Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a qualifié mercredi à Alger ses entretiens avec le ministre britannique chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Tobias Ellwood, d'«importants et intéressants», soulignant la convergence de

vue entre les deux pays sur un nombre de questions d'intérêt commun. «Nous avons eu des entretiens importants et intéressants au cours desquels nous avons évoqué le partenariat entre les deux pays», a déclaré Messahel à la presse à l'issue d'une séance de travail entre les délégations des deux pays. Qualifiant le partenariat bilatéral de positif, Messahel a estimé qu'il y a encore des perspectives qui peuvent être exploitées de part et d'autre. Il a également précisé que le séjour en Algérie du ministre britannique s'inscrit dans le cadre de la préparation de la visite qu'effectuera le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à Londres au début du mois de décembre prochain dans la perspective de la tenue du forum économique algéro-britannique. Messahel a fait savoir que plusieurs entreprises britanniques sont intéressées par un partenariat et une présence en

Algérie, soulignant que le forum algéro-britannique sera une occasion de présenter aux partenaires britanniques les possibilités qu'offre le marché algérien pour l'investissement. «En dehors du secteur des hydrocarbures, il y a l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, le tourisme et d'autres secteurs pouvant intéresser nos partenaires britanniques», a précisé Messahel. Abordant la crise libyenne, le ministre délégué s'est réjoui du fait que les analyses faites par les deux pays sur cette question sont très convergentes. «Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique que dans le cadre d'un dialogue inclusif entre tous les Libyens», a-t-il souligné, précisant que ce dialogue doit se faire en excluant tous ceux qui peuvent être considérés comme des groupes terroristes reconnus en tant que tels par les Nations unies.

Yazid Madi

LA QUESTION DU JOUR

Quand l'économique et le politique s'entremêlent

suite de la page Une

Toujours est-il que c'est l'ancien clivage traversant cette organisation, entre ceux qui sont toujours disposés à baisser la production pour enrayer la baisse des pays et ceux qui, à l'inverse, sont plus soucieux de leur part du marché, qui s'est fait jour. Certes, il est possible de s'expliquer cette divergence par des considérations purement économiques. N'empêche, elle a toujours recouvert un différent au niveau des alliances politiques au plan international. Parmi les gros producteurs, les monarchies du Golfe ont une voix prépondérante dont les intérêts recoupent souvent ceux des Etats-Unis, et des Occidentaux d'une façon générale. Et ces intérêts sont loin d'être purement économiques. La baisse actuelle du prix du baril survient certes dans un contexte économique marqué par une grave crise économique, mais aussi à un moment caractérisé par la tension entre les grandes puissances, et qui pour sa part est générée par la crise ukrainienne. Ainsi donc, la crise d'origine financière se double en l'occurrence d'une guerre économique qui se fait à coups de sanctions prises par les Occidentaux auxquelles répondent des mesures de représailles côté russe. Il faut savoir que l'essentiel des ressources extérieures de la Russie proviennent de ses exportations d'hydrocarbures. Il est clair que la chute du prix du baril est un épisode de la guerre économique qui se mène contre elle. A ce titre, elle est une sanction comme celles qui ont précédé et qui toutes visent à lui faire changer de politique en Ukraine. S'agissant maintenant de l'Algérie, il va de soi qu'un effondrement du prix du baril risque de mettre à rude épreuve ses équilibres extérieurs. On a estimé que ceux-ci sont assurés à un prix du baril dépassant les 80 dollars. Ce calcul, à supposer qu'il soit fiable, repose néanmoins sur l'hypothèse implicite que les importations sont incompressibles. Ce qui n'est pas le cas. Si le prix du baril passait sous la barre des 70 dollars, ce qui semble tout à fait probable, des mesures restrictives seraient certainement prises en vue de mettre la facture des importations en conformité avec l'impératif d'une balance commerciale en équilibre. Ce n'est que dans un deuxième temps que l'on irait puiser dans les réserves du pays. Or il existe une limite économique à la baisse : le seuil en deçà duquel l'exploitation de l'énergie fossile non conventionnelle cesse d'être profitable à l'industrie américaine.

M. H.

Le dossier est enfin pris en charge

Le passage des grades du médecin généraliste réglé

■ La question relative au passage des grades du médecin généraliste a été réglée lors d'une réunion, avant-hier, d'une commission du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH), et du Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP), a indiqué ce syndicat dans un communiqué.

Par Ahcene Hadjam

« Suite à la réunion de la commission mixte MSPRH-SNMGSP, relative au suivi de notre plate-forme des revendications et comme annoncé dans notre précédent communiqué, nous informons l'ensemble des adhérents que le point relatif au passage des grades du médecin généraliste vient d'être réglé de manière à assurer un passage massif au profit de l'ensemble des médecins généralistes y compris ceux qui remplissaient les conditions mais n'avaient pas pu accéder aux grades supérieurs durant la période transitoire prévue par les statuts qui a pris fin au 31/12/2012», précise le SNMG-

SP. Dans ce cadre, «une dérogation a été obtenue pour pouvoir intégrer l'ensemble des médecins concernés avec le bénéfice de l'ancienneté acquise», a-t-il indiqué, ajoutant que «les modalités pratiques seront discutées entre le syndicat et le ministère de la Santé pour que l'organisation du concours et le passage massif aux grades supérieurs soient effectifs début 2015 et que l'intégration de tous les médecins généralistes concernés se fasse avant la fin mai 2015». Par ailleurs, l'examen des autres points a fait ressortir plusieurs avancées, selon la même source. Il s'agit de l'«harmonisation au taux maximum (de 30%) de la prime d'amélioration des prestations de soins (PASP), la mise en œuvre des dispositions relatives aux conditions de nomination aux postes supérieurs (liste d'aptitude), et l'assainissement de la situation d'avancement des praticiens et mise à jour des commissions paritaires». Les autres avancées enregistrées concernent, quant à elles, «le paiement de toutes les primes et des arri-



Ph. > DR

rés, la généralisation, à compter de 2015, des bourses de courte durée pour les praticiens généralistes, notamment au niveau des EPSP, l'élaboration d'un plan général de formation continue, le lancement de la formation de Certificat d'étude spécialisée CES (dans plusieurs domaines)

à compter du 4^e trimestre de l'année en cours, et l'intégration des praticiens de santé publique dans le domaine de la recherche en santé (projets de recherche financés par le ministère). Notons que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière,

Abdelmalek Boudiaf, avait promis mercredi une «excellente nouvelle» pour les médecins généralistes et les paramédicaux, et déploré la «manipulation» ayant conduit à la grève des étudiants paramédicaux.

A. H.

Dieu imploré pour la pluie La prière de l'istisqa accomplie dans les mosquées du pays

La prière de l'istisqa a été accomplie vendredi matin dans l'ensemble des mosquées du pays, suite à l'appel lancé par le ministère des Affaires religieuses et des Waqfs. Le ministère avait appelé, mardi dernier, les imams et les citoyens à accomplir la prière de l'istisqa (implorer Dieu pour la pluie) en application de la Sunna du Prophète Mohamed (QSSL), suite à la sécheresse enregistrée dans plusieurs régions du pays.

R. B.

Trafic de drogue Saisie de plus de 19 kg de kif traité

PLUS de 19 kg de kif traité ont été récupérés dernièrement par la Gendarmerie nationale dans les wilaya de Tlemcen, indique vendredi un communiqué de ce corps de sécurité. «A Tlemcen, les gendarmes de la brigade de Maghnia ont récupéré un sac en plastique renfermant 19,5 kg de kif traité, abandonné près d'une habitation en cours de réalisation à Maghnia», précise la même source. Par ailleurs, dans la wilaya de Laghouat, «les gendarmes de la brigade d'El-Assafia ont interpellé, au niveau de la zone de Merigha, commune de Laghouat, une personne à bord d'un véhicule en possession de 480 comprimés et huit flacons de psychotropes de différentes marques», ajoute la même source.

R. N.

La ministre de la Solidarité au Forum de la jeunesse 2014

Présence symbolique ou message d'assistanat ?

Le Forum jeunesse Algérie tenu à Alger a pris fin hier et a plaidé pour une coopération entre la société civile et le gouvernement pour une politique de développement. Le gouvernement est représenté par la ministre de la Solidarité et l'on se demande s'il ne s'agit pas d'un triste message de «solidarité» avec la jeunesse...

A moins qu'il s'agisse d'une erreur des organisateurs ayant oublié, peut-être, l'institution directement concernée qui est le ministère de la Jeunesse, la présence de la ministre de la Solidarité à un forum de jeunesse 2014, représente une image symbolique de ce que les autorités expriment à l'égard de ce qui est censé être la première force de l'Algérie. Sans vouloir dévaloriser le rôle du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, il y a, en effet, lieu de s'interroger sur cette mentalité de «solidarité» avec la jeunesse qui ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. D'après les participants, ce n'est que le dernier jour qu'un représentant du ministère de la Jeunesse est intervenu, hier, lequel a tenu à s'excuser par la même occasion. Il est à souligner que ce Forum de jeunesse 2014 est organisé pour la première fois en Algérie, à l'initiative d'une dizaine d'organisations de jeunes, il s'agit d'un canal qui donne la parole aux jeunes et leur permet de s'exprimer sur ces enjeux. Quelque 250 participants nationaux et étrangers se sont réunis du 25 au 28 novembre 2014 autour des débats et ateliers dédiés au thème générique «Citoyens actifs pour le développement durable». En plus des participants algériens, le Forum a reçu des représentants de 10 pays du bassin méditerranéen : le Maroc, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie, l'Égypte, le Liban, la France, l'Italie, la Grèce, l'Espagne. Il se veut, selon les organisateurs, «une opportunité de rencontres, d'échanges et de

développement d'idées novatrices à même d'impulser une dynamique féconde entre les jeunes animateurs et acteurs de la société civile, des différents pays du Sud et du Nord du bassin méditerranéen, en faveur du développement durable». Les participants ont débattu des moyens d'encourager le dialogue entre les jeunes et les pouvoirs publics ainsi que le rôle de la société civile dans le développement durable. Quatre ateliers étaient dédiés aux thèmes «citoyenneté active pour le développement durable», «partenariat, société civile et pouvoirs publics», «emploi, entrepreneuriat et économie verte» et «dialogue, culture, réseaux et échanges interculturels des jeunes». Contacté hier, un représentant de la société civile algérienne a estimé que le «Forum était assez positif» en termes d'ateliers et de débats. «Il y a eu consensus sur l'obligation d'une intervention politique pour le développement, la société civile ne pourra pas agir seule», explique notre interlocuteur avant d'ajouter que «le plus important c'est que les ateliers sont sortis avec des recommandations concrètes et prises pour le développement durable». Et de conclure que «l'espoir des participants est que ces recommandations aient une suite». Dans son intervention au début des travaux du Forum, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a appelé au renforcement des canaux de dialogue avec les jeunes en vue de trouver les solutions adéquates aux questions posées. Elle a souligné que «le renforcement des canaux de dialogue avec les jeunes constitue le pilier pour la mise en œuvre des politiques relatives au développement local et à l'ancrage de l'esprit de citoyenneté». Elle a appelé dans ce sens à faire confiance aux jeunes qui sont, a-t-elle dit, «le moteur du développement national». Pour sa part, l'ambassadeur de l'Union



Ph. > DR

européenne (UE) à Alger, Marek Skolll, a salué la volonté politique des responsables algériens visant, a-t-il dit, à impliquer les jeunes dans la mise en œuvre des politiques publiques. Il a souligné à cette occasion la disposition de l'UE à aider les jeunes algériens «pour faire face aux défis du développement». De son côté, l'ambassadeur de France à Alger, Bernard Emié, s'est félicité de la coopération entre l'Algérie et la France, notamment en matière de formation dans les domaines scientifiques. Organisé par 12 associations, ce Forum porte notamment sur «les enjeux du développement durable, la citoyenneté, l'encouragement des initiatives et l'échange d'expériences entre les jeunes méditerranéens».

Yasmine Ayadi

Thème d'un workshop international à Oran

Les marchés mondiaux de gaz naturel sous diagnostic

■ *Un workshop international intitulé «Marchés mondiaux de gaz naturel : enjeux, stratégies d'acteurs et impacts» se tiendra les 1 et 2 décembre prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed Benahmed.*

Par Ammar Ch.

Cette rencontre est organisée par l'Ecole préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion (EPSECG) d'Oran en partenariat avec l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG) et le laboratoire de recherches sur les économies euro-méditerranéennes (LAREEM) de l'université d'Oran, ont indiqué les organisateurs à l'APS.

Plusieurs thèmes seront examinés lors de ce workshop international, sous forme de communications animées par des intervenants nationaux et étrangers.

A titre indicatif, durant la première journée, le vice-président du Cnes, Mustapha Mekidèche, traitera des «tendances des marchés gaziers internationaux : quels impacts sur les stratégies algériennes?».

De son côté, le vice-président de l'AIG Abdelmadjid Attar abordera les facteurs influençant les marchés gaziers et l'universitaire d'Oran Abderrahmane Mebtoul animera une conférence sur la place de l'Algérie au sein des mutations gazières mondiales.

Pour sa part, Farid Gasmi de Toulouse University of Economics axera son intervention sur le «pouvoir de marché et régulation : cas des marchés gaziers européens».

Quant à Senouci Benabbou du LAREEM, il animera une conférence intitulée «Les pays exportateurs de gaz naturel : entre ambitions d'un passé récent et défis du présent».

Un invité turc, Oktay F. Tanrisever de la «Middle East Technical University» d'Ankara donnera une communication intitulée «Russia's gaz strategy and the activities of Gazprom in neighboring regions around Russia (la stratégie russe du gaz et les activités de Gazprom dans les régions avoisinantes de la Russie). D'autres communications aborderont les marchés et



les contrats gaziers à long terme. Dans ce cadre, l'américaine Leslie Palti-Guzman, analyste au «Global Energy and Natural Resources» parlera des marchés de gaz naturel et les tendances à long terme. Amor Khellif du Creaad traitera, pour sa part, de «La sécurité des approvisionnements gaziers : retour sur la problématique de l'indexation du prix du gaz».

Dans le même cadre, Mohamed Benbouziane et M^{me} Farah Elias Elhannani du laboratoire de recherche «Monnaie et

institutions financières dans le Maghreb arabe» de l'université de Tlemcen, tenteront une approche sur le lien entre le prix du pétrole et celui du gaz.

Le représentant du ministère de l'Energie Achraf Benhassine parlera de «l'approvisionnement gazier international : tendances et perspectives».

L'autre thème à débattre lors de ce workshop international est en relation avec le gaz de schiste et la nouvelle carte des marchés gaziers. Dans ce cadre, Mohamed Mechraoui, du minis-

tère de l'Energie axera sa communication sur «le gaz de schiste et ses implications sur la sécurité énergétique de l'Algérie à long terme» et Abderrazk Benyoucef de l'Institut algérien du pétrole (IAP) communiquera sur l'impact de l'approvisionnement en gaz non conventionnel sur le lien entre les prix du pétrole et du gaz dans le marché US.

La deuxième journée de ce workshop sera consacrée à l'Algérie. Ainsi, les universitaires d'Oran Bachir Boulouar et Souhila Cherfi traiteront de la

consommation domestique du gaz en Algérie, alors que leur collègue Mostefa Trari Tani donnera une communication sur les hydrocarbures non conventionnels dans le droit algérien.

L'universitaire de Ouargla Mohamed Hamza Bengrina consacrera sa communication sur «l'étude d'impact environnemental, facteur de valorisation des ressources gazières de l'Algérie ou entrave bureaucratique». Le workshop international sera clôturé par une table ronde.

A. Ch./APS

Zone euro

Le chômage se stabilise à 11,5%

Le chômage est resté stable en octobre dans la zone euro par rapport à septembre, à 11,5%, a annoncé vendredi l'Office européen de statistiques Eurostat.

Il y avait 18,39 millions de chômeurs en octobre dans la zone euro, soit 60 000 de plus que le mois précédent et 547 000 de moins qu'il y a un an.

Sur un an, le taux de chômage enregistre une légère baisse: il était de 11,9% en octobre 2013.

Ces chiffres masquent d'importantes disparités. L'Allemagne et l'Autriche restent les deux pays de la zone euro où le chômage est le plus faible, avec des taux respectifs à 4,9% et 5,1%, au même niveau que le mois précédent. A l'autre bout du tableau, la Grèce

conserve le record du taux de chômage le plus élevé, à 25,9% en août, date des dernières données disponibles, suivie par l'Espagne avec un taux à 24% pour le deuxième mois consécutif.

Sur un an, l'Espagne et le Portugal, également durement frappés par la crise, affichent toutefois une embellie: le chômage est passé en Espagne de 26% à 24% et au Portugal de 15,6% à 13,4%.

En revanche, la situation s'est dégradée en Italie, où le chômage est passé de 12,3% en octobre 2013 à 13,2%, et en Finlande, avec une hausse de 8,3% à 8,9%. En France, le taux de chômage est passé de 10,2% à 10,5%. Le chômage continue à frapper près du quart des jeunes de la zone euro, pro-

gressant même à 23,5% contre 23,4% un mois plus tôt. Cela se traduit par quelque 3,35 millions de jeunes de moins de 25 ans sans emploi dans la zone.

Plus de la moitié de cette catégorie de la population est sans emploi en Espagne (53,8%), et quasi-autant en Grèce (49,3% en août 2014). A l'inverse, l'Allemagne (7,7%) et les Pays-Bas (9,7%) enregistrent les taux les plus bas, suivis par l'Autriche (10%).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le chômage touchait en octobre 24,41 millions de personnes, soit un taux de 10% (stable). En un mois, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 42 000, mais baissé de 1,54 million en un an.

Hani Y.

Dans un marché sans volume

L'euro poursuit son repli face au dollar

L'euro poursuivait son repli face au dollar vendredi, sur fond d'inquiétudes persistantes en zone euro, dans un marché peu animé en raison de la fête de Thanksgiving aux Etats-Unis.

La monnaie unique européenne valait 1,2454 dollar, contre 1,2467 dollar jeudi à la clôture.

L'euro progressait face à la monnaie nipponne, à 147,22 yens contre 146,75 yens jeudi.

Le dollar aussi gagnait du terrain face à la devise japonaise, à 118,22 yens contre 117,71 yens la veille.

L'euro restait pénalisé par les inquiétudes persistantes sur la

santé de l'économie de l'Union monétaire, alors que les responsables de la Banque centrale européenne (BCE) multiplient ces dernières semaines les commentaires sur la possible mise en place d'un programme de rachats d'actifs qui pourrait viser des obligations d'Etat de la zone euro.

Jeudi, le président de la BCE Mario Draghi a appelé la zone euro à pouvoir répondre aux crises «par l'ajustement des salaires», afin de renforcer la viabilité de la monnaie unique.

De son côté, le vice-président de la BCE Vitor Constancio a estimé mercredi que l'institution ne pourra pas juger avant le pre-

mier trimestre 2015 si des rachats d'actifs supplémentaires sont requis pour soutenir l'économie européenne.

L'annonce d'un ralentissement jeudi de la hausse des prix en Allemagne, avec une inflation à 0,6% en novembre, a été de nature à alimenter la frilosité des cambistes vis-à-vis de l'euro.

Mais l'euro, ainsi que la livre, pourraient aussi pâtir de la décision jeudi de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de ne pas baisser son plafond de production, qui a accru la chute des cours de l'or noir. Car en faisant baisser les prix de l'énergie, cette décision accentue le risque de désinfla-

tion, voire de déflation, selon des analystes.

"La décision de l'Opep de ne pas baisser sa production du pétrole a fait chuter le prix du brut jeudi, et ceci a un fort impact négatif sur les devises corrélées à l'or noir. Le rouble russe et la couronne norvégienne s'échangent sur leurs plus bas annuels face au dollar américain (vendredi), et le dollar canadien risque de retomber sur les siens comme la dégringolade des cours du pétrole réduit les prévisions de croissance avec la perte de valeur des exportations au Canada", expliquait un analyste. Vendredi, le marché continuait à pâtir de

l'absence d'une grande partie des investisseurs américains qui profitaient du jour férié pour Thanksgiving jeudi pour prolonger leur weekend.

La livre britannique baissait face à la monnaie unique européenne, à 79,36 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,5691 dollar pour une livre.

La devise suisse restait quasiment stable face à l'euro, à 1,2020 franc suisse pour un euro, et reculait face au dollar, à 0,9652 franc suisse pour un dollar.

L'once d'or a fini à 1 184,50 dollars au fixing du matin, contre 1 194,75 dollars jeudi soir.

Dalil H.

Boumerdès

Sensibilisation au profit des oléiculteurs

■ Les oléiculteurs de Boumerdès ont célébré la Journée mondiale de l'olivier qui coïncide avec le 26 novembre de chaque année. Pour marquer cet événement, la chambre de l'agriculture et du développement rural en collaboration avec la direction des services agricoles de Boumerdès et la commission scientifique de la filière «olive» a organisé une campagne de vulgarisation et de sensibilisation au profit des oléiculteurs.

Par A.Kichni

Cette Journée mondiale, comme a tenu à le signaler le président de la chambre de Boumerdès, Sadek Sibaoui, a été proposée par l'Algérie en territoire Ibérique lors d'une cérémonie officielle à laquelle a pris part le roi d'Espagne Juan Carlos. Des stagiaires du centre de formation professionnelle de Bordj-Menaïel spécialisé dans l'agriculture, de l'institut national de la protection végétale, de l'institut technologique des arbres fruitiers et de l'institut technologique agricole de Tizi-Ouzou ont participé à cette manifestation. La déléga-

tion s'est rendue à Beni-Amrane qui figure parmi les principales communes productrices d'huile d'olive de qualité où elle a visité les oliveraies et les huileries de la commune. D'ailleurs, la fête annuelle de l'huile et des olives est célébrée annuellement dans cette région montagneuse.

La cueillette des olives, la mise en sac, la trituration, le séchage et le gaulage sont les principaux thèmes que les membres de la délégation ont expliqué aux oléiculteurs, notamment les familles qui ont déjà commencé la cueillette.

Cette journée a été clôturée par la plantation des arbustes d'oliviers. Il est à rappeler que la



Ph. DR

wilaya de Boumerdès recèle des potentialités énormes en matière de champs et vergers d'oliveraie, notamment Beni-Amrane, Chabet El Ameur, Ammal, Timezrit et la région de Keddara-Bouzegza et aussi des moyens notamment des huileries. Pour preuve, 39 huileries disséminées à travers les différentes régions rurales, 13 huileries automatiques, 5 semi-automatiques et 21 huileries traditionnelles dont 10 ont été acquises dans le cadre des subventions du fonds national de développement et de régulation agricoles (FNDRA), a précisé le président de la chambre de l'agriculture et

du développement rural, Sadek Sibaoui. Le même responsable n'a pas manqué de rappeler la superficie occupée par les oliveraies estimée à près de 8 000 ha. Il a ajouté que 474 ha de plants d'oliviers ont été mis en terre au cours de la campagne agricole 2013/2014, dans 8 communes. Outre cette opération de plantation, il a été procédé aussi au greffage de nombreux plants et l'ouverture des sentiers dans les régions montagneuses pour permettre aux oléiculteurs et leurs familles de se rendre dans leurs oliveraies dans de meilleures conditions. A.K.

Oran

Plus de 100 000 logements en cours de réalisation

Plus de 105 500 logements, tous types confondus, sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris jeudi auprès du wali.

Invité du «Forum des citoyens» du groupe de presse «Ouest tribune», Abdelghani Zaalane a indiqué que 105 578 logements, toutes formules confondues, entrant dans le cadre du quinquennal actuel, sont en cours de réalisation dans les différentes communes de la wilaya. Pour la formule logement public locatif (LPL) qui compte quelque 53 248 unités, 44 990 sont en cours de réalisation et 1 082 sont en voie de lancement, selon le même responsable. Pour les autres formules, il a cité 11 000 logements sociaux participatifs (LSP), 10 000 de type AADL, 8 956 logements promotionnels aidés (LPA) et 13 000 logements publics promotionnel (LPP) en cours de réalisation. Mettant en exergue les moyens mis en place par l'Etat pour la résorption de l'habitat précaire, il a avancé le chiffre de 41 000 «baraquas» qui défigurent encore le visage d'El Bahia.

Concernant le vieux bâti, le responsable a jugé le rythme des travaux de réhabilitation «plus ou moins lent», faisant remarquer que trois entreprises seulement se chargent de cette opération, «ce qui explique cette lenteur», selon lui. Il a ajouté que 600 immeubles sont programmés pour cette opération, signalant cependant que l'enveloppe financière disponible actuellement «ne

peut couvrir que la réhabilitation de 300 immeubles». Pour ce qui est de la régularisation des lotissements dans la wilaya ne disposant pas d'actes de propriété, le wali a indiqué que, sur près de 34 607 dossiers déposés au niveau de la commission créée à ce effet et composée de représentants de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et de l'administration, 24 764 actes ont été établis et 12 201 sont en voie de l'être.

Abordant le volet du transport, M. Zaalane a souligné que plusieurs projets sont inscrits pour la décongestion de la capitale de l'ouest du pays, notamment le 5^e périphérique, l'élargissement de certains axes routiers, la création de parkings à étages et la concrétisation du projet du métro d'Oran et celui d'extension du tracé du tramway.

A ce propos, il a indiqué que les études ont été finalisées pour les trois extensions

prévues, qu'un avis d'appel d'offres a été lancé et que les soumissionnaires ont retiré les cahiers des charges. En matière de tourisme, la wilaya compte actuellement plus de 30 projets appelés à augmenter la capacité d'accueil des infrastructures hôtelières à plus de 20 000 lits. La wilaya d'Oran compte actuellement, selon M. Zaalane, 4 hôtels de 5 étoiles, 5 établissements hôteliers de 4 étoiles et 18 de 3 étoiles pour une capacité d'accueil globale de 14 000 lits.

Sur le plan sportif, il a rappelé que la ville d'Oran est candidate pour l'organisation des Jeux méditerranéens 2021, soulignant que toutes ses infrastructures sportives dont le complexe sportif de Belgaid, seront au rendez-vous dans le cas où l'Algérie serait retenue pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football 2017.

Halim Y.

Une enveloppe de 1,6 milliard de dinars dégagée

Réhabilitation du vieux quartier de Sidi El Houari

Plus de 1,6 milliard de dinars ont été consentis par l'Etat pour la réhabilitation du vieux quartier de Sidi El Houari, a indiqué jeudi le wali d'Oran. Une enveloppe de 1,6 milliard de DA a été consentie par l'Etat pour la réhabilitation de 11 immeubles à Sidi El Houari et six placettes publiques, ainsi que des passages pour piétons dans le même quartier, a-t-il indiqué lors du Forum des citoyens, organisé par le groupe de presse «Ouest Tribune». Il a fait savoir que le décret «très attendu», impliquant les ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et de la Culture pour le classement du quartier comme en secteur urbain protégé, n'est pas encore signé. «Nous sommes dans la phase du choix de l'entreprise de réalisation. L'argent est disponible. Les cahiers des charges ont été retirés et les appels d'offres lancés», a indiqué le wali à ce sujet. L.M.

El Tarf

Eradication du plus grand bidonville d'El Chatt

Le bidonville de Bouhdeb, le plus important de la commune d'El Chatt dans la wilaya d'El Tarf avec ses 360 habitations précaires a été éradiqué, jeudi, à l'issue d'une opération de relogement de 260 familles dans des logements décentes, a-t-on consta-

té. Inscrit dans le cadre de la deuxième étape du programme de résorption de l'habitat précaire (une première phase avait donné lieu au relogement de 104 familles de la cité Djendi-Ali), cette opération a mis à contribution tous les moyens humains et matériels dis-

ponibles. Près de 1 000 travailleurs de différentes structures (OPGI, APC et daïra, entre autres) ainsi que 500 engins ont été réquisitionnés pour mener à bien cette opération accueillie avec soulagement par les bénéficiaires, relogés dans des appartements neufs.

Selon le président de l'Assemblée populaire communale d'El Chatt, Yacine Tahraoui, les assiettes foncières récupérées à la suite de la démolition du bidonville serviront à la réalisation d'équipements publics.

Ghani Y

Souk Ahras
Mise en garde aux investisseurs qui n'auront pas lancé leurs projets

DES MESURES seront prises pour retirer les terrains aux investisseurs qui n'auront pas lancé leurs projets «avant fin 2014», a averti jeudi le wali de Souk Ahras, Saâd Agoudjil, au cours d'une conférence de presse.

Des mises en demeure ont été adressées, dans ce cadre, à des investisseurs en hôtellerie, production d'aliments de bétail et transformation de plastique ayant bénéficié de concession de terrains après validation de leurs projets par le Calpiref (comité d'assistance à la localisation et la promotion des investissements et de la régulation du foncier), a souligné le même responsable.

Le chef de l'exécutif local a également indiqué que le lancement du projet d'aménagement de la zone industrielle de Mdaourouch sera lancé en 2015, avant d'affirmer qu'à terme, chaque commune aura sa zone d'activités. M. Agoudjil a, par ailleurs, annoncé le relogement «début de semaine prochaine» de 700 familles dans le cadre d'un programme de résorption de l'habitat ciblant un total de 2 063 familles. «Avec le programme de construction de 17 558 logements, toutes formules confondues, la crise de logement sera réduite de 80 % dans la wilaya de Souk Ahras», a encore affirmé le wali.

Hani Y.

Ecole primaire Sidi Touati/Béjaïa

Des parents d'élèves ferment l'accès au quartier

LES PARENTS d'élèves de l'école primaire de Sidi Touati ont fermé hier l'accès au quartier à cet établissement pour protester contre l'occupation de trois classes par la commission des œuvres sociales. Ces derniers se disent déterminés à poursuivre leur action jusqu'à ce que la direction de l'éducation prenne une décision de déloger cette commission afin de permettre à l'établissement d'ouvrir une cantine scolaire et mettre fin à la surcharge des classes, entre autres. «Nous avons, maintes fois, saisi l'APC et le directeur de l'éducation a refusé de nous recevoir», a déclaré hier un parent d'élève très en colère sur les ondes de radio Soummam.

H.C.

Regain des violences en Libye

La communauté internationale de plus en plus inquiète

■ La Libye est en proie à un regain des violences notamment autour de la capitale Tripoli, où des raids aériens ont visé ces derniers jours l'aéroport de Mitiga, soulevant les inquiétudes de la communauté internationale qui a appelé à une solution politique.

Par Mondji B.

Trois ans après la chute du régime de Maâmmar Kadhafi en 2011 à l'issue d'un conflit de huit mois, les différentes milices l'ayant combattu imposent leur loi dans le pays plongé dans le chaos, et les autorités de transition n'ont pas réussi à former une armée et à asseoir leur autorité.

Mardi, un nouveau raid aérien a visé l'aéroport de Mitiga, le seul en service à Tripoli, quelques heures seulement après une première attaque revendiquée par les forces loyales au général Haftar et au gouvernement reconnu par la communauté internationale. Selon une source à l'aéroport, le raid n'a pas causé de dégâts à l'infrastructure de l'aéroport, mais une maison à proximité a été gravement endommagée. Aucune victime n'a été signalée.

Contrôlée par les milices de «Fajr Libya», une coalition hétéroclite, la base militaire de Mitiga, dans l'est de la capitale, a été ouverte au trafic civil après que l'aéroport international a été gravement endommagé par les combats entre milices l'été dernier. Seules les compagnies libyennes y opèrent.

La Libye livrée aux milices

Tripoli est tombée en août aux mains de «Fajr Libya» qui en a chassé les milices rivales de Zentan qui à leur tour ont pris le contrôle de la localité de Kekla, une petite ville située à 120 km au sud-ouest de Tripoli, après plus d'un mois de combats



«toutes les parties prenantes à mettre fin à ces attaques et à prévenir toute nouvelle escalade», se disant convaincu que «la seule façon de résoudre la crise actuelle est par le dialogue». Il a exprimé sa confiance en son représentant spécial, Bernardino Leon. Ce dernier avait appelé le chef du gouvernement reconnu par la communauté internationale, Abdallah al-Theni au dialogue avec ses rivaux. Mercredi lors d'une visite à Alger, le ministre britannique chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Tobias Ellwood, a indiqué que son pays et l'Algérie étaient pour une «solution politique» à la crise en Libye.

De son côté, l'ambassadeur américain à Alger, M^{me} Joan A. Polaschik a souligné la veille qu'«il n'y a pas de solution militaire à la question libyenne», affirmant dans ce contexte l'engagement des Etats-Unis en faveur d'une solution politique à la crise qui secoue ce pays.

L'Algérie et la Grande-Bretagne pour une solution politique en Libye

meurtres contre les éléments de Fajr Libya. Après s'être emparé de la capitale, Fajr Libya y a installé un gouvernement parallèle et a élargi ses opérations à l'ouest de la capitale. Les forces de Zentan avaient reçu il y a quelques semaines le soutien du gouvernement d'Abdallah al-Theni, qui affirmait que cette offensive sur Kekla était placée sous «commandement de l'armée» et visait à terme à «libérer Tripoli». Ainsi, l'armée nationale libyenne a affiché sa détermination à reprendre Tripoli, appelant les populations à rester loin de cibles militaires qu'elle va attaquer au cours de l'opération de libération de la capitale. Samedi, l'armée libyenne a déclaré que l'opération visant à reprendre Tripoli avait déjà commencé. Elle a mené récemment plusieurs batailles pour reprendre le contrôle de villes et villages perdus. Au cours des deux dernières semaines, de violents combats ont eu lieu à Benghazi (est), faisant au moins 356

morts. Face aux violences, le gouvernement et le Parlement reconnus par la communauté internationale ont dû fuir dans l'est du pays. Le Premier ministre libyen al-Theni avait exprimé sa disposition au dialogue, mais à condition que ses rivaux reconnaissent la légitimité du parlement issu des élections de juin et de son gouvernement et se retirent de la capitale pour permettre le retour de son cabinet.

Inquiète, l'ONU appelle à la fin des hostilités

Face à la poursuite des violences en Libye, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est dit préoccupé par «la récente escalade de la violence en Libye, notamment après les frappes aériennes à Tripoli et à Benghazi et dans les montagnes de Nafousa dans l'ouest du pays», a indiqué son porte-parole dans un communiqué de presse. M. Ban a appelé

Le ministre britannique chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: «Nous avons évoqué la question relative à la situation en Libye et nous sommes sur la même longueur d'ondes avec l'Algérie, à savoir une solution politique dans ce pays», a indiqué dans une déclaration à la presse M. Ellwood à l'issue de son entretien avec le ministre délégué chargée des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. Evoquant les relations bilatérales M. Ellwood a indiqué que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, «sera l'invité de la Grande-Bretagne et sera accompagné d'une forte délégation» dans la perspective de la tenue du forum algéro-britannique en décembre prochain. Il a ajouté qu'en plus du domaine de l'énergie et des hydrocarbures, d'autres secteurs d'investissement seront au menu de cette visite, citant notamment l'agriculture, l'éducation et la finance.

M. B.

Maroc

Une manifestation d'étudiants dispersée par la force

Une manifestation d'étudiants, qui entendaient protester contre un projet de durcissement de la loi pénale visant à combattre les violences à l'université, a été dispersée par la force mercredi à Rabat, selon les correspondants des agences de presse.

Répondant à l'appel de l'Union nationale des étudiants du Maroc (Unem) et de la mouvance islamiste Al Adl wal Ihsane («Justice et Bienfaisance», interdite mais tolérée), 100 à 150 étudiants ont voulu tenir un sit-in devant

le Parlement, mais la police est rapidement intervenue pour les en empêcher.

Ces manifestants ont alors été pourchassés dans les rues environnantes et une dizaine ont été interpellés, selon la même source.

Sollicitées, les autorités marocaines n'ont pas fait de commentaire. Généralement, elles expliquent l'intervention des forces de l'ordre par la tenue de «manifestations non autorisées». D'après les organisateurs, ce rassemblement avait pour but de protester

contre une proposition de loi de la majorité parlementaire visant à durcir la législation dans le cadre de la lutte contre la violence à l'université.

Elle prévoit notamment des peines de un an à cinq ans de prison ainsi que des amendes de 2 000 à 50 000 dirhams (180 à 450 euros) pour «violences» mais aussi «participation à des manifestations au sein des universités et cités universitaires».

Ali O.

Présidentielle en Tunisie

La Ligue des droits de l'homme appelle à éviter les discours de haine

La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a appelé les deux candidats au second tour de la présidentielle à éviter les discours de haine et d'intimidation ainsi que les accusations de trahison et la propagation des rumeurs.

Lors de la campagne électorale et la proclamation des résultats, l'observatoire de contrôle des élections relevant de la LTDH a constaté «des dérives au niveau du discours politique», notant qu'un climat de surenchère

avait marqué les débats politiques autour des candidats.

La sécurité du processus électoral commande de faire preuve de retenue et d'élever la qualité du débat, exhorte l'organisation dans une déclaration publiée jeudi.

Elle appelle les deux candidats finalistes, les organisateurs des campagnes et les acteurs politiques au respect de l'adversaire politique et des principes des droits humains en général.

R. M.

39^e anniversaire de la création de l'Assemblée nationale sahraouie Participation de l'APN présente aux festivités

UNE DÉLÉGATION de l'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part à partir de jeudi dans les territoires sahraouis libérés, aux festivités célébrant le 39^e anniversaire de la création de l'Assemblée nationale sahraouie de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). La participation de l'APN à ces festivités de 4 jours intervient «dans le cadre du soutien des parlementaires algériens à la cause du peuple sahraoui qui lutte pour son droit légitime à l'autodétermination et à la décolonisation au Sahara occidental», indique un communiqué de l'APN. La délégation de l'APN est composée de 23 députés représentant plusieurs groupes parlementaires.

L. O.



Immigration

Cameron annonce des restrictions et menace d'une sortie de l'UE

■ Sous pression des courants europhobes et des chiffres de l'immigration, David Cameron a détaillé hier ses mesures pour juguler l'afflux d'immigrés européens et mis dans la balance l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne.

Par Ali O.

Dans un discours très attendu mais que certains espéraient plus musclé, le Premier ministre britannique a plaidé pour une limitation des prestations sociales destinées aux travailleurs issus de l'UE, abandonnant toutefois l'idée d'instaurer des quotas d'entrée.

«Nous voulons créer le système le plus intransigeant d'Europe pour contrer les abus de la libre-circulation» et «freiner l'afflux exceptionnellement élevé d'immigrés venus du reste de l'UE», a-t-il martelé.

Le plan nécessitera un changement des traités européens, a-t-il admis, ce qui rend sa mise en oeuvre incertaine. L'UE s'est dit prête à discuter «avec calme et prudence» des propositions britanniques. Celles-ci préconisent un délai de quatre ans avant que



Ph. > D. R.

les immigrés puissent accéder à certains avantages, comme le crédit d'impôt ou le logement social. Une mesure qui vise d'abord les travailleurs peu quali-

fiés venus en particulier de l'est de l'Europe.

Jeudi, l'Office national des statistiques (ONS) a révélé une envolée de 468% du nombre de Roumains entrés au Royaume-Uni entre juin 2013 et juin 2014. Le solde positif migratoire toutes nationalités confondues s'établit à 260 000 (+39%), réduisant en cendres les promesses du gouvernement de le ramener sous la barre des 100 000 par an.

Un immigré ne devrait pas venir au Royaume-Uni sans offre d'emploi et sera prié de quitter le pays au bout de six mois s'il n'a pas trouvé de travail, a ajouté M. Cameron qui dit vouloir revenir aux politiques mises en place dans les années 1980 par Margaret Thatcher.

«Les Britanniques ne veulent ni une immigration débridée ni une immigration zéro, ils veulent une immigration contrôlée et ils ont raison», a-t-il souligné, briè-

vement interrompu par le déclenchement d'une alarme. Celle qui sonne «à la Commission européenne», a-t-il plaisanté.

D'autres pistes évoquées ces dernières semaines, comme instaurer un plafond sur le nombre d'immigrés, ont en revanche été abandonnées, face à l'opposition ferme de ses partenaires européens qui lui ont rappelé le caractère intangible du principe de libre circulation des personnes en Europe.

«Ce n'est pas négociable pour l'Allemagne», avait déclaré un porte-parole de la chancelière allemande Angela Merkel.

Malgré ce renoncement, le discours de David Cameron a été accueilli plutôt favorablement par l'aile eurosceptique de son parti, même si elle ne s'en contentera sans doute pas.

«Ce sont de bonnes mesures. Mais seront-elles suffisantes?», s'est aussitôt interrogé l'ancien

ministre conservateur Gerald Howarth, assurant que les Britanniques voulaient «récupérer sans attendre le contrôle de leurs frontières».

Cela ne risque pourtant pas d'être aussi simple comme le résume le *Daily Mail* par ce titre: «Immigrés: le Premier ministre agit enfin... mais l'UE sera-t-elle d'accord?»

Face au risque de blocage, David Cameron a insisté sur «la nécessité absolue» de réformes. A défaut, «si nos préoccupations tombent dans l'oreille d'un sourd», il «n'exclut rien» et menace de faire campagne pour une sortie de l'UE lors du référendum qu'il a promis pour 2017 en cas de victoire aux législatives de mai.

Sa réélection est toutefois encore loin d'être assurée. Les travaillistes disposent pour le moment d'une légère avance dans les intentions de vote tandis que le parti europhobe Ukip, qui a fait de l'immigration son principal cheval de bataille, fait figure d'épouvantail après avoir remporté les européennes en mai.

Sa progression a conduit tous les partis traditionnels à durcir leur discours sur la question, y compris les travaillistes, qui entendent aussi limiter les prestations sociales aux immigrés.

Le leader de l'Ukip, Nigel Farage qui fustige régulièrement la «faillite totale» de David Cameron sur l'immigration, a répété hier qu'aucun contrôle des flux migratoires ne serait possible tant que le Royaume-Uni ferait partie de l'UE.

A. O.



Points chauds

Résolution

Par Fouzia Mahmoudi

Mardi prochain le Parlement français se penchera sur la Reconnaissance officielle de l'État palestinien par l'État français. Après les Parlements britannique et espagnol, l'Assemblée nationale française se prépare ainsi à débattre à son tour de la reconnaissance de l'État palestinien par le biais d'une résolution non contraignante qui devrait être adoptée le 2 décembre sans le soutien de la droite. Le texte soumis aux députés par le groupe socialiste «invite le gouvernement à reconnaître l'État de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit» et juge que «la solution des deux États, promue avec constance par la France et l'Union européenne, suppose la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de celui d'Israël». Le Sénat examinera un texte identique le 11. Cette démarche, non contraignante pour le gouvernement, s'inscrit dans un mouvement européen pour que la reconnaissance de la Palestine, jusque-là envisagée comme l'aboutissement de négociations, soit utilisée comme un moyen de pression sur Israël pour relancer un processus au point mort depuis l'échec de la médiation américaine au printemps dernier. Cela alors que la viabilité même d'un État palestinien est menacée par la colonisation et qu'un nouveau cycle de violences menace. Répondant à l'invitation de personnalités israéliennes engagées pour la paix, des votes similaires viennent d'avoir lieu à la quasi-unanimité au Parlement britannique, au Sénat irlandais et au Congrès des députés espagnols. La Suède a reconnu l'État palestinien fin octobre, devenant le 135^e État au niveau mondial à le faire. Pourtant la question de la question reste très sensible en France, première communauté juive d'Europe, où la droite dans sa majorité s'obstine à refuser de considérer la reconnaissance d'un État palestinien. Candidat à la présidence du parti l'UMP, Nicolas Sarkozy a appelé à voter contre «une reconnaissance unilatérale quelques jours après un attentat meurtrier (attaque contre une synagogue perpétrée à Jérusalem) et alors qu'il n'y a aucun processus de paix». Même argumentation à l'UDI. «Nous ne pensons pas que ce soit le bon moyen de passer par le Parlement», selon le président du groupe, Philippe Vigier. À gauche, le texte sera soutenu «avec enthousiasme» par les écologistes et le Front de gauche, qui avaient déposé leurs propres résolutions, tandis que les radicaux de gauche sont partagés. Pour les communistes, «c'est un combat historique», a rappelé le député François Asensi, qui a appelé le gouvernement à une reconnaissance «au lendemain du vote». Mais le gouvernement, qui a donné son avis à la démarche des parlementaires, «n'est pas lié», a rappelé la semaine dernière Laurent Fabius, pour qui la reconnaissance doit être «utile» à un règlement du conflit, et pas simplement «symbolique». Paris veut agir dans un cadre international concerté. Et notamment à l'ONU, où les Palestiniens ont annoncé leur intention de déposer une résolution réclamant la fin de l'occupation israélienne en 2016. Afin d'éviter le veto américain, la France tente avec ses partenaires européens de promouvoir un texte alternatif qui ne fixe pas de calendrier, selon des sources françaises. Toutefois, si le texte à de fortes chances d'être adopté, il peut toujours y avoir des surprises, surtout que Benjamin Netanyahu n'a pas ménagé ses efforts pour tenter d'intimider l'État et les parlementaires français. Reste à savoir quelle sera la réaction du gouvernement français à une reconnaissance de la Palestine alors que François Hollande avant d'être élu président s'était plusieurs fois prononcé pour et qui en avait même fait une promesse électorale.

F. M.

Turquie

Visite du pape François

Le pape François est arrivé hier à Ankara pour sa première visite dans une Turquie musulmane mais officiellement laïque, avec la volonté d'y défendre le dialogue avec l'islam mais aussi les chrétiens menacés par les jihadistes dans l'Irak et la Syrie en guerre.

Point d'orgue politique de son séjour de trois jours, le souverain pontife était attendu dès son arrivée par le président islamoc-conservateur Recep Tayyip Erdogan, homme fort du pays depuis plus de onze ans, qui l'a reçu dans son nouveau, luxueux et très controversé palais en banlieue de la capitale.

Huit ans après son prédécesseur, la pape argentin Jorge Bergoglio a visité les mêmes lieux chargés de symboles que Benoît XVI, du mausolée d'Atatürk hier à l'ancienne basilique byzantine Sainte-Sophie devenue musée et la Mosquée bleue aujourd'hui à Istanbul, mais dans un climat nettement plus apaisé. En 2006, la visite du pape allemand avait été empoisonnée par des propos contro-

versés tenus trois mois plus tôt, où il semblait faire un lien entre islam et violence. Les relations entre islam et christianisme se sont apaisées depuis mais le gouvernement turc semble en attendre un peu plus du souverain pontife, à l'heure de la guerre engagée par les Occidentaux contre les jihadistes aux frontières de la Turquie.

Selon le quotidien Hürriyet, M. Erdogan entend dénoncer devant le souverain pontife la montée de l'islamophobie suscitée par les exactions du groupe État islamique (EI) et souligner que «le monde chrétien a également sa part de responsabilité dans l'émergence d'organisations comme l'EI et al-Qaïda».

Plus politique, l'éditorialiste du journal Milliyet Sami Kohen a lui souhaité que la visite du pape soit l'occasion pour le régime turc de «condamner sans ambiguïté» le terrorisme et de «donner une meilleure image de la Turquie». Depuis qu'il dirige sans partage le pays, Erdogan, un pieu musulman, se présente volontiers en protecteur des reli-

gions mais il est régulièrement accusé par ses détracteurs de vouloir «islamiser» la République laïque turque fondée en 1923.

Sa politique syrienne, marquée par le refus de venir en aide aux Kurdes de Syrie face aux jihadistes, est également très critiquée par ses alliés, qui lui reprochent d'avoir longtemps soutenu les adversaires les plus radicaux du régime de Damas, sa bête noire.

En retour, le pape François doit réaffirmer la nécessité d'une «solution régionale et globale» pour la paix au Moyen-Orient, mais pas d'une «solution unilatérale imposée par la force», a déclaré le numéro deux du Saint-Siège, le secrétaire d'État Pietro Parolin, à la chaîne de télévision du Vatican CTV.

Mais il doit aussi dénoncer les «appuis» politiques et économiques «que l'EI continue de recevoir» et «insistent sur le droit au retour» de 2 millions en Turquie - «dans leur patrie, leur maison, leurs terres», selon le cardinal Parolin.



Nouvelle star de la chanson kabyle moderne

Ali Amrane fait un tabac

■ La nouvelle star de la chanson kabyle moderne, Ali Amrane, a enflammé la scène jeudi après-midi à la salle de spectacles de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou.

Par Hamid Messir

C'est devant une salle archicomble que la star du folk-rock kabyle s'est produit dans le cadre de la sa tournée qui l'avait conduit aussi dans les wilayas de Béjaïa et Bouira. Mais son passage à Tizi Ouzou a été le plus marquant de l'avis même de l'artiste lui-même qui ne s'est pas produit depuis quatre années.

De sa voix chaude et suave devant une foule qui reprenait en chœur ses chansons, il a mis le feu parmi un public jeune et moins jeune pendant plus de deux heures sans interruption. L'essentiel de son riche répertoire a été interprété au bonheur de ses fans sous des airs musicaux folk-rock, du blues et de la pop. «Aqlalas», «Tavalizt», «Lghorba», «Arwah», «xali slimane», «Akki Dammour» et bien d'autres chan-

sons ont été interprétées par la star du folk-rock kabyle avec une forte présence sur scène qui n'a encore que donné des vibrations à son public qui a dansé et chanté tout au long du spectacle.

Même la piste de danse investie par les fans jusqu'à ne laisser que quelques millimètres pour des hommes et des femmes afin de vibrer aux rythmes des chansons de leur star s'est avérée exigüe. Ils se sont laissés emportés par les sonorités de leur star. Alors que la salle entière était illuminée de centaines de petites lumières de téléphones portables que des fans euphoriques agitaient du fond de la salle pour soutenir leur star et bien entendu pour immortaliser ces moments de joie et de bonheur. L'interprétation de la chanson du rebelle Matoub Lounès, «ahya



thoulawin» par Ali Amrane sous une version rock n'a encore fait qu'enflammer davantage ses fans qui ont n'ont pris que du plaisir en ce geste d'hommage de leur star pour ce monument de la chanson kabyle rebelle.

Le public était prêt à prolonger encore la durée du spectacle à tel point que leur star, après avoir interprété la dernière chanson, est «sommé» de revenir encore sur scène pour agrémenter d'une autre, dernière chanson,

cette fois-ci pour de vrai, de son passage mémorable comme celui d'il y a quatre ans.

Comme sur scène, à la fin de son spectacle, les journalistes étaient aussi nombreux à l'attendre dans le salon pour les impressions qu'il a commencé par qualifier le spectacle qu'il venait tout juste de terminer d'«extraordinaire» et d'une surprise de ses fans. Pour Ali Amrane, dans la salle «il y avait de l'énergie à en revendre, du partage, de la chaleur, soit tout ce qu'il faut pour un spectacle extraordinaire. Je suis content et comblé».

H. M.

Entretien express

Quel est votre sentiment après ce spectacle ?

Ali Amrane : Je suis comblé, ça fait plaisir, les spectateurs en voulaient encore un peu. Ils m'ont surpris et les échos que j'ai eu ont dépassé mes espérances d'autant plus que dans la salle il y avait des jeunes, des moins jeunes et des enfants.

Le public est venu en force et d'une manière sérieuse car ils ne sont pas venus seulement prendre place mais il a mis de l'ambiance.

Pourquoi c'est un spectacle particulier à Tizi ouzou ?

Ça fait quatre ans que je ne me suis pas produit ; je suis heureux de me produire devant mes fans qui ignorent comment ça se passe en termes d'organisation. Bien que pendant ces années je n'arrêtais pas de recevoir des messages me demandant de me produire à la maison de la culture de Tizi Ouzou.

Un seul spectacle à Tizi Ouzou c'est peu ?

Oui. Sauf que c'est l'organisation qui est faite ainsi tout de même je suis prêt à me produire pendant une semaine. Je suis un artiste professionnel quand les conditions techniques sont réunies je reviendrai donner des spectacles.

Des concerts à l'étranger ?

Oui quelques-uns sont prévus en France dès le début de l'année prochaine.

Votre reprise de la chanson de Matoub sous des rythmes rock ?

La chanson «ahya thoulawin» est ma manière de faire un clin d'œil du côté de l'homme et de l'humain Lounès et aussi un hommage à l'artiste. Cette chanson précisément m'avait marqué pendant mon enfance d'autant plus qu'elle était l'un de ses premiers succès.

Chanter en Algérie et à l'étranger comment vous le percevez ?

C'est différent rien que pour la langue que parmi mon public à l'étranger certains ne la comprennent pas mais sont attirés plus par ma musique alors qu'ici les deux choses constituent l'attraction de mes fans.

Le nouvel album pour quand ?

J'y travaille. Il reste encore des choses à faire et là je n'ai pas d'idée précise quant à la date de sortie. Il y aura des nouvelles chansons mais aussi des reprises.

Vous avez fait une expérience cinématographique dans le film «Fadhma N'soumer», serez-vous intéressé par d'autres ?

C'était ma première expérience et je suis disposé à en faire d'autres. Cela dépendra des propositions qui me seront faites.

Propos recueillis par Hamid Messir

Tomber de rideau sur le Festival arabo-indien

Des prestations de haute facture

Le deuxième Festival arabo-indien s'est achevé jeudi soir à Alger avec un concert animé par l'Orchestre symphonique national (OSN) qui a établi de belles passerelles entre les cultures à travers un florilège de pièces issues du classique universel et du patrimoine musical algérien, sous la direction du maestro Amine Kouider.

Dans une belle fusion des genres, l'OSN, a ravi les spectateurs nombreux du Palais de la culture Moufidi-Zakaria, interprétant dans la rigueur académique la 5^e symphonie du compositeur russe, Piotr Ilitch Tchaïkovski (1840-1893), suivie de la musique composée par le Français Maurice Jarre, pour le film «Arrisala» (Le message, réalisé en 1977 par Mustapha El Akad).

Les pièces, «Poème symphonique, ballade pour violon», écrite et arrangée par l'Algérien Sid Ahmed Belli, «Aâleiki mini salem». Arrangée par Rabah Kadem, «Kalbi

ya bladi» de Mustapha Sahnoun et «Ya rayeh» du regretté Dahmane El Harrachi, ont été entonnées ensuite, au plaisir d'une assistance homogène et recueillie.

La pièce «Carmina Burana» de Carl Orff, marquant la fin de la soirée, a été rendue dans une interprétation solennelle pleine de détermination.

Les instrumentistes de l'OSN, soutenus par une trentaine de membres de la Chorale polyphonique d'Alger ont brillé de maîtrise et de technique, dans une prestation de haute facture. Les mélodies du terroir algérien et les sonorités orientales des pièces choisies ont empreint le récital de hauteur et de noblesse que le public a pu notamment apprécier dans «Rihla», un enchaînement des rythmes Goubahi, Zendali, Chaoui, Kabyle, Targui et Tindi, savamment travaillé et distribué. Différentes représentations diplomatiques accréditées à Alger, celles

des pays participants à ce festival notamment, accueillies par Nadia Labidi, ministre de la Culture, ont pu saisir des instants de pureté durant lesquels Amine Kouider et l'OSN, ont judicieusement élevé le patrimoine culturel algérien au rang de l'universalité.

Il est à rappeler que le Festival culturel arabo-indien (événement itinérant accueilli cette année par l'Algérie), tenu du 20 au 27 novembre, a connu la participation de huit pays, en plus de l'Algérie et de l'Inde, dont la Palestine, l'Egypte, la Tunisie, le Maroc et le Soudan.

Des spectacles, de danse et de musique, ainsi que des expositions et projections cinématographiques, ont été programmés dans plusieurs salles algéroises en plus des salles des maisons de la culture des wilayas d'Annaba, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Médéa, Tipaza, Ain Defla et Tlemcen.

Abla Selles

Agenda culturel

Centre culturel Mustapha-Kateb
Jusqu'au 4 décembre : Exposition de peinture de l'artiste Karim Tebaïla.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh El-Feth
Du 5 au 10 décembre : Huitième édition du Festival national de la musique andalouse çanaa.
Dimanche 7 décembre: Concert de la troupe musicale de l'association Biban El Andalous de Bordj Bou-Arréridj.

Librairie Omega Aurassi
Samedi 29 novembre: Séance de vente-dédicace avec Soraya Bouamama, journaliste à l'ENTV, autour de son livre/témoignage Des papiers qui étaient non publiables paru aux éditions Anep.

Complexe culturel Laâdi-Flici
Samedi 29 novembre: Concert de gnawi animé par le groupe Diwan El-Bahdja.

Galerie d'arts Aïcha-Haddad
Jusqu'au 2 décembre : Exposition de peinture de l'artiste Hakim Akhenak.

Coup-franc direct



La sensibilisation est-elle suffisante ?

Par Anouar M.

Le ministère de la Communication a lancé tout récemment une campagne de sensibilisation pour combattre la violence dans les stades en appelant à faire preuve de fair-play et éviter toute forme de violence. Cette campagne avait débuté avec un match qui avait permis aux familles d'assister à un match de championnat de Ligue 1, entre le NAHD et le CSC. Les responsables de la communication en collaboration avec ceux de la LFP et la FAF pensent que le fait de sensibiliser les supporters devrait suffire pour mettre fin à toute cette violence qu'on observe dans les enceintes sportives. Penser que cela pourrait arrêter ce phénomène dangereux qui envahit les stades est utopique, d'autant qu'une certaine catégorie de fans ne comprend pas cette langue et continue à ne faire qu'à sa tête. Il faudra donc aller vers une autre forme de lutte contre la violence et copier le modèle européen et notamment anglais où le hooliganisme qui était un réel danger dans ce pays. En Angleterre, les hooligans étaient fichés dans un fichier spécial et ces derniers étaient interdits de stade pour une certaine période jusqu'à ce qu'ils excluent toute forme de violence. Cela devrait donc être calqué dans notre championnat pour éviter cette gangrène qui touche notre football.

A. M.

Pour des problèmes de dettes avec certains joueurs Le MCA, le MCO et le RCA risquent l'interdiction de recrutement

Trois clubs de la L 1, le MC Alger, le MC Oran et le RC Arbaâ seront interdits de recrutement au cours du prochain mercato d'hiver s'ils ne règlent pas leurs dettes envers d'anciens joueurs de leurs équipes, a indiqué jeudi le président de la Ligue de football professionnel, Mahfoud Kerbadj. Les clubs en question ont fait l'objet de plaintes auprès de la commission de règlement des litiges de la FAF de la part de joueurs ayant quitté leurs équipes respectives mais sans pour autant qu'ils ne soient régularisés. «Si ces formations n'honorent pas leurs

engagements envers leurs anciens joueurs, elles seront interdites de recrutement lors de la prochaine période des transferts d'hiver (du 15 décembre 2014 au 15 janvier 2015, ndr)», a averti le patron de la LFP. Le CABBA et l'AS Khroub, de la L2, sont également menacés d'interdiction de recrutement pour les mêmes raisons, a encore précisé Kerbadj, soulignant que plusieurs autres plaintes du genre seront bientôt traitées par le Tribunal arbitral sportif (TAS) dont le verdict pourrait rallonger la liste des équipes menacées d'interdiction de recrutement.

Equipe nationale Raouraoua indique que le match de la Tunisie sera l'unique au programme

Le patron de la Fédération algérienne de football, Mohamed Raouraoua, a révélé que le match amical de l'EN face à son homologue tunisienne en janvier, devrait être «l'unique test préparatoire» des Verts, en vue de la CAN-2015 en Guinée équatoriale.

Anouar M.

«Nous sommes tombés d'accord avec nos amis tunisiens sur la programmation d'un match amical en janvier. Il sera l'unique test avant le début de la compétition. Seulement, la date de la tenue de cette rencontre n'a pas encore été fixée, ça dépendra du jour de notre entrée en lice à la CAN», a affirmé le premier responsable de l'instance fédérale. «Nous devons attendre la date de notre premier match à la CAN pour fixer la date du rendez-vous face aux Tunisiens», a expliqué Raouraoua. En outre, le président de la FAF a réaffirmé que le programme de préparation des Verts en vue de la CAN-2015 «sera élaboré à l'issue du tirage au sort de la phase finale». «Le stage de



PH. > DR.

Les Verts devraient jouer face aux Aigles de Carthage

préparation aura lieu à Sidi Moussa au début du mois de janvier, cela est une certitude», a-t-il souligné. Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a indiqué, sur un autre plan, que l'équipe nationale «est capable» d'aller loin, lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 en Guinée équatoriale (17 janvier-8 février). «Je reste confiant quant à une belle participation lors de la prochaine CAN. Je pense que nous avons une équipe capable d'aller loin», a affirmé le premier responsable de l'instance fédérale. L'Algérie sera fixée sur ses adversaires de la

CAN 2015, mercredi 3 décembre, à l'occasion du tirage au sort prévu à Malabo. «Nous devons attendre le résultat du tirage au sort et voir qui seront nos adversaires, mais je ne focalise par trop sur cet aspect, du moment que nous avons une équipe prête à relever le défi», a-t-il ajouté.

L'Algérie, premier pays à avoir composé son billet pour la prochaine CAN, jouera un match amical en janvier prochain face à la Tunisie, à Tunis ou à Monastir. Ce sera l'unique rendez-vous préparatoire avant le coup d'envoi de la compétition.

A. M.

MC Alger

Arthur Jorge s'engage pour 18 mois avec un salaire de 20 000 euros

L'entraîneur portugais Arthur Jorge s'est officiellement engagé avec le MC Alger pour une durée de dix-huit (18 mois) et un salaire mensuel de 20 000 euros, a indiqué jeudi la direction du club de Ligue 1 algérienne de football.

Le contrat stipule «qu'une première évaluation du travail d'Arthur Jorge se fera à la fin de la saison 2014-2015», précise un communiqué du MCA transmis à l'APS. L'ancien champion d'Europe avec le FC Porto (Portugal) en 1987 succède à Boualem Charef, démis de ses fonctions depuis pratiquement trois semaines, «pour insuffisance de résultats». Le nouveau coach du «Doyen» entamera sa nouvelle mis-



sion le 1^{er} décembre prochain, a informé la même source, tout en appelant les joueurs, le staff technique et les supporters à «faire preuve de solidarité et à redoubler

d'efforts» pour aider le nouvel entraîneur à relever le défi. Avant d'affronter l'USM El Harrach vendredi au stade Mohammadia (Alger), pour le compte de la 12^e journée du Championnat, le MCA est bon dernier au classement avec 9 points. L'équipe reste sur cinq défaites de suite, dont la dernière sur le terrain de l'ES Sétif (2-1) mardi dernier en match retard.

Le technicien portugais de 68 ans sera épaulé par deux assistants qu'il a lui-même choisis, parmi eux l'ancien international brésilien du Paris Saint-Germain, Valdo. Depuis le départ de Charef, c'est le directeur technique de l'équipe, Boualem Laroum qui assure l'intérim.

Championnat de l'Unaf

Oran accueillera l'édition 2015 du 8 au 16 janvier

Le Championnat de l'Union nord-africaine de football (Unaf) des moins de 23 ans qu'abritera l'Algérie entre le 8 et le 16 janvier prochain aura lieu à Oran, a appris l'APS jeudi auprès de Mahfoud Kerbadj, président de la LFP et membre du bureau exécutif de la FAF. Outre l'Algérie, les sélections de Libye, Tunisie, Maroc et Egypte devraient être du rendez-vous. Le tournoi, dont les matches sont programmés au stade Ahmed-Zabana, sera une aubaine pour les équipes participantes pour préparer les éliminatoires du Championnat d'Afrique de la catégorie prévu fin 2015 en RD Congo, un rendez-vous qualificatif aux JO-2016. La sélection algérienne entraînée par le Suisse, Pierre-André Shurmann depuis septembre dernier, a disputé quatre matches amicaux jusque-là, soldés tous par des victoires (deux fois 1-0 sur le terrain du Qatar, 3-0 et 1-0 à domicile contre le Mali).

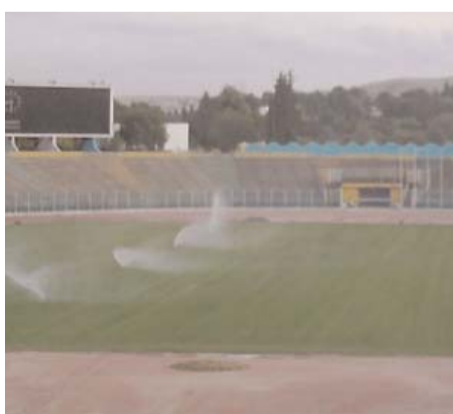


Mohamed Tahmi

«Une place de choix doit être réservée aux pelouses naturelles»

Les pelouses en gazon naturel ont désormais «une place de choix» dans les projets de stades en Algérie, car le football «se joue mieux» sur l'herbe, a indiqué jeudi à Alger le ministre des Sports, Mohamed Tahmi.

«Sur les 1 300 stades de football existants, 35 seulement sont dotés de pelouses en gazon naturel. Un constat qui nous amène à nous pencher sérieusement sur cette question car le football se joue mieux sur du gazon naturel», a déclaré Tahmi à la presse en ouverture d'une journée d'étude sur «la pose et l'entretien de surfaces en gazon naturel». «Une bonne partie des pelouses ne sont pas en bon état. Nous avons voulu à travers cette journée faire intervenir des spécialistes pour donner des éclairages et d'éventuelles options», a indiqué le premier responsable du sport en Algérie. L'artificiel a sensiblement pris le dessus ces dernières années sur le naturel dans les stades algériens, ce qui a poussé le ministère des Sports à limiter le recours au tartan. «Nous avons



donné instruction pour ne pas transformer les terrains de gazon naturel en surfaces synthétiques sauf nécessité extrême. Les OPOW ont bénéficié de matériel pour assurer leur bon entretien», a souligné Tahmi. Durant les années 1990, beaucoup de stades gazonnés en Algérie ont changé

leur pelouse naturelle contre un tartan artificiel, en raison de la détérioration du gazon. Cela avait concerné, à titre d'exemple, les stades d'Oran, Relizane, Tiaret, Bel-Abbès, Béjaïa.

Exceptées les pelouses du stade Mustapha-Tchaker de Blida et du Chahid-Hamlaoui de Constantine qui sont bien entretenues, les autres pelouses en gazon se trouvent dans un piteux état, notamment celles d'Annaba (19-Mai 1945 et Colonel-Chabou).

Plusieurs experts algériens et étrangers évoqueront lors de cette journée thématique, leurs expériences dans la pose et l'entretien des surfaces de jeu naturelles. La première communication sous le thème «Importance du sol dans la réussite d'un terrain de football» sera donnée par Aboud Salah Bey, directeur général du Bureau national d'études et développement rural (Bneder).

Les responsables des parcs omnisports (Opow) ainsi que le directeur du sport militaire, le

général-major Meguedad Benziane, étaient présents à l'ouverture de cette rencontre. La qualité de sol et le niveau d'entretien des pelouses en gazon naturel sont déterminants dans la performance et la durée de vie de ces surfaces naturelles, ont estimé jeudi à Alger des experts algériens et étrangers spécialisés dans la gestion de terrains de football et de Rugby. Intervenant au cours d'une journée d'étude sur la pose et l'entretien de surfaces en gazon naturel, ces experts-agronomes ont évoqué leurs expériences dans différents stades en France, en Angleterre, en Afrique et en Asie.

«Les gens parlent à chaque fois de la qualité du gazon pour critiquer une mauvaise pose de surface de jeu. On n'est pas du tout d'accord avec cette approche car souvent c'est la qualité de sol qui pose problème», a indiqué Patrice Therre, P-DG de Novarea, laboratoire français de contrôle de gazon agréé par la Fédération internationale de football (Fifa).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre Ingérence versus ingérence

Par Nazim Rochd

Ces jours-ci, la presse occidentale, européenne en particulier, a augmenté d'un cran ses attaques contre Vladimir Poutine, c'est-à-dire contre l'Etat russe qui ne s'est pas effondré, comme prévu, après l'effondrement de l'Union soviétique. La raison en est que les Russes se sont mis à user des mêmes procédés que les Etats-Unis et leurs satellites. Ils ont mis en place une stratégie d'ingérence notamment en France, et en Allemagne, comparable à celle qui est à l'œuvre, à travers les ONG, les activistes droitsdelhommistes et autres associations multiservices. Moscou financerait même des partis politiques. En Allemagne, on peut noter qu'un nouveau mot est venu enrichir le langage politique, les «*Russland-Versteher*», c'est-à-dire «*ceux qui comprennent la Russie*», un réseau d'intellectuels, d'hommes politiques et autres personnalités, qui font contrepoids à la propagande antirusse, dans les médias, sur Internet et dans tout espace où le débat prend. En France, Marine Le Pen a admis que le Front national a obtenu un prêt de 9 millions d'euros de la banque russe First Czech Russian Bank (FCRB), en septembre dernier. Mais l'événement le plus spectaculaire est constitué des déclarations fracassantes de Philippe de Villiers, fondateur du parti «*Mouvement Pour la France*». Il a dit : «*J'échange Hollande et Sarkozy contre Poutine*». Il a ajouté : «*C'est un homme d'Etat, un patriote qui défend le bien commun de son pays*». Et, à propos de la souveraineté française, il a été très caustique : «*Je vais vous donner un scoop. Chaque jour l'ambassadeur français aux Etats-Unis reçoit un appel du*

Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères US) pour ne pas livrer les Mistral». Influence russe ou simple réalisme politique à l'égard de la soumission, sans bornes, de l'Union européenne aux injonctions de Washington, les positions réfractaires, à la nouvelle Guerre froide qui est en voie de s'instaurer, font l'objet d'une riposte hystérique. Une insurrection est lancée contre «*celui qui refuse les ONG financées par l'étranger*», chez lui, et qui en finance chez les autres. En Russie, précisons-le, des milliers d'associations sont pilotées par les officines des services de renseignements étatsuniens, qui ont pour objectif de former et de soutenir une «*opposition*» chargée de réaliser une «*révolution colorée*». A l'instar de ce qui s'est produit en Yougoslavie, en Ukraine, en Géorgie ou en Roumanie. Une entreprise qui piétine, alors que le nationalisme russe s'exacerbe face à l'arrogance occidentale et devant les crimes du gouvernement putschiste de Kiev contre les populations du Donbass. A cet égard, il y a même eu des flux de volontaires qui se sont déversés de Russie, mais aussi d'autres pays européens, de Serbie, de Slovaquie, de Roumanie, de France, d'Italie, et d'Espagne. Pour ce qui est des Russes, on peut lire dans le magazine français «*Marianne*» que «*c'est le comportement arrogant et agressif des dirigeants de l'OTAN qui est le meilleur propagandiste de Vladimir Poutine*». Dans le même temps, on peut deviner la rage qui doit étouffer les apprentis sorciers d'avoir cru qu'avec quelques dollars ou euros ils pouvaient achever la «*victoire du Monde-libre*». Tant mieux pour l'humanité, que l'équilibre des forces ne soit pas entièrement rompu.

N. R.

Tizi Ouzou

Un meurtre lors du réveillon élucidé par la police

LES ÉLÉMENTS de la Brigade de Recherches et d'Investigations (B.R.I.) de la sûreté de Wilaya de Tizi-Ouzou viennent d'élucider le meurtre dont avait été victime un homme perpétré le premier janvier dernier, a annoncé la cellule de communication de ce corps de sécurité, hier, dans un communiqué. Selon les indications fournies par la même source, les investigations entamées à la suite de la découverte du corps sans vie de la victime M.M.A. à son domicile sis dans un quartier de la ville de Tizi Ouzou le lendemain du réveillon écoulé qui ont permis aux enquêteurs d'identifier puis interpellé deux individus dont l'un est repris de justice, âgés de 36 et 35 ans. Ils ont été présentés, lundi dernier, devant le parquet de Tizi Ouzou qui a ordonné leur placement sous mandat de dépôt pour homicide volontaire avec préméditation.

Hamid M.

La Révision de la Constitution



Loumis

Djalou@hotmail.com

Mauvaises conditions de vie à Tazmalt

Des villageois de plusieurs bourgs se révoltent

■ La route nationale a été fermée deux jours de suite mercredi et jeudi par des habitants de plusieurs hameaux de la commune de Tazmalt, notamment ceux d'Allaghane, Tighnatine, Tavlazt, Tassarguent...

Par Hocine Cherfa

Les mécontents ont baricadé la route au moyen de grosses pierres, troncs d'arbres, pneumatiques, etc. Les protestataires ont ainsi mis à exécution leur menace de gronder dans la rue après l'affichage d'une plateforme de revendications dans la ville dans laquelle ils ont résumé leurs doléances qui tournent sur le raccordement de leurs foyers au gaz naturel, l'extension du réseau là où il existe déjà, le bitumage des routes et accès à leurs villages, la réalisation d'un réseau d'assainissement, le renforcement du réseau AEP, etc. Des banderoles ont été accrochées aux oliviers situés sur les bordures de la route sur lesquelles on pouvait lire: «*Assez de la politique de marginalisa-*

tion, de la hogra et des promesses non tenues!»

Le trafic routier était paralysé pendant deux jours. Les voyageurs descendaient des bus et passaient par delà les barricades pour rejoindre l'autre rive pour poursuivre leur parcours. Des centaines d'automobilistes ont rebroussé chemin comme d'habitude. D'autres plus téméraires ont emprunté des raccourcis via le CW 07 par Béni Mlikech (Lamssella, etc), Tizi-Maâmlî et Ighram, un parcours de plus de 15 km pour revenir enfin à la RN 26 et contourner l'obstacle. Les autorités se sont rendues sur les lieux et ont tenté de convaincre les protestataires de rouvrir la route. Laquelle a été débloquée dans l'après-midi après d'âpres négociations et une opération de communication menée par le vice-président de l'APC Hamid

Amghar sur les projets lancés et les intentions futures de l'APC. Ce dernier a invité les mécontents à constituer une délégation et à venir à l'APC ce dimanche pour discuter de leurs revendications, lesquelles «*sont prises en charge*», nous dit M. Amghar, mais «*celles-ci nécessitent des financements et des procédures administratives*», ajoute notre interlocuteur qui dira encore que c'est une question de temps seulement. S'agissant des aménagements de routes et VRD, une enveloppe financière conséquente sera allouée aux communes à ce propos en 2015, nous dit le vice-président qui a repris les engagements des membres de la délégation interministérielle dépêchée à Béjaïa mercredi passé.

H. C.

Association de malfaiteurs à Béjaïa

Cinq individus arrêtés

LA SÛRETÉ urbaine du 5^e arrondissement a mis fin aux activités d'une association de malfaiteurs et un dangereux individu. La première affaire est liée à une association de malfaiteurs qui est composée de quatre éléments âgés entre 25 et 59 ans résidant à Béjaïa. «*Cette bande est spécialisée dans le vol de motos et leur vente avec des papiers falsifiés*», indique la cellule de communication et de presse de la sûreté de wilaya. Cette bande a été mise hors d'état de nuire suite à des investigations qui ont succédé à une plainte contre X déposée par l'une des victimes, en l'occurrence Aâ. M. âgé de 35 ans qui a vu sa moto de marque Kamikou dérobée le mois de mars dernier. Les recherches menées par les enquêteurs

ont abouti à la récupération de la moto et l'arrestation de l'un des individus qui a dénoncé le reste de la bande. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa, trois éléments ont été mis en détention provisoire et le quatrième est convoqué directement en audience pour être entendu pour les chefs d'accusation d'association de malfaiteurs, vol et recel, faux et usage de faux. La deuxième affaire est liée à l'arrestation par la police de la sûreté urbaine du 5^e arrondissement, toujours, d'un dangereux individu qui a semé la panique chez la junte féminine dans la ville de Béjaïa pour ces actes de vols à l'arrachée de bijoux et autres objets de valeur avec agression parfois. Pour commettre ses actes sur la voie

publique, ce dernier utilise un scooter. Toutefois, le 22 du mois en cours, une femme qui a été victime de vol à l'arrachée d'une chaîne en or au niveau de la cité Séghir était le vol de trop qui lui sera fatal. Des investigations ont été menées par la police suite à la plainte de la victime. Une plainte qui a abouti à l'identification du malfaiteur et renforcé par le témoignage de trois autres victimes convoquées à ce propos. M.R. 21 ans a été présenté devant le procureur près le tribunal de Béjaïa qui l'a placé en détention provisoire pour vol à l'arrachée avec utilisation d'une moto sur la voie publique, etc., indique encore la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

H. C.